
B

udget Economique 1999

| | |
|--|----|
| Avant-Propos | 1 |
| Résumé | 3 |
| La conjoncture belge dans une perspective internationale | 5 |
| Conjoncture internationale en 1998 et 1999 | |
| Conjoncture belge et des trois pays voisins | |
| Incertitudes liées à ces prévisions | |
| 1. Le PIB et ses composantes | 11 |
| Consommation privée | |
| Investissements des entreprises | |
| Investissements en logements | |
| Dépenses publiques | |
| Exportations et importations | |
| 2. Les évolutions financières: prix, coûts et taux d'intérêt | 20 |
| Prix intérieurs | |
| Indexation dans la fonction publique | |
| Evolution des salaires | |
| Evolution des taux d'intérêt étrangers et belges | |
| 3. Le marché du travail | 26 |

Liste des figures

- FIGURE 1** Croissance du PIB: évolution trimestrielle
- FIGURE 2** Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne
- FIGURE 3** Evolution trimestrielle de la consommation privée à prix constants
- FIGURE 4** Evolution trimestrielle des investissements des entreprises à prix constants
- FIGURE 5** Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand
- FIGURE 6** Indicateurs pour les exportations
- FIGURE 7** Evolution mensuelle de l'inflation
- FIGURE 8** Coûts salariaux (entreprises et Etat) par rapport aux sept principaux partenaires
- FIGURE 9** Variation annuelle (juin/juin) de l'emploi dans les entreprises et le secteur public
- FIGURE 10** Nombre de salariés dans les entreprises
- FIGURE 11** Variation annuelle du chômage

Ces prévisions macro-économiques ont été transmises par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) au Gouvernement fédéral dans le cadre du contrôle budgétaire fédéral pour l'année 1999. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan a soumis une proposition de Budget Economique au Comité Scientifique sur le Budget Economique et au Conseil d'Administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le Comité Scientifique a émis un avis favorable sur le Budget Economique le 15 février 1999.

Les Comptes Nationaux 1997 et les comptes trimestriels jusqu'au troisième trimestre 1998, publiés par l'ICN, ont été intégrés. En matière de finances publiques, l'hypothèse usuelle qui consiste à raisonner à "politique inchangée" a été faite. La situation macro-économique et financière dans le reste du Monde est basée sur les dernières prévisions de la Commission Européenne (datant de l'automne 1998), mais celles-ci ont toutefois été actualisées pour prendre en compte les développements les plus récents.

Ces prévisions ont été achevées le 15 février 1999.

L. Verjus
Président du Conseil d'Administration
de l'Institut des Comptes Nationaux

Bruxelles, février 1999

Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume - sauf indications contraires

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|---|------|------|------|------|
| Consommation privée | 1.8 | 2.1 | 3.6 | 2.4 |
| Consommation publique | 1.4 | 0.8 | 1.5 | 1.9 |
| Formation brute de capital fixe | 0.5 | 5.4 | 4.8 | 4.2 |
| Emplois finals nationaux | 1.3 | 2.2 | 4.3 | 2.7 |
| Exportations de biens et services | 2.2 | 7.1 | 3.2 | 3.0 |
| Importations de biens et services | 2.2 | 6.3 | 5.1 | 4.0 |
| Exportations nettes (contribution à la croissance) | 0.1 | 0.9 | -1.2 | -0.7 |
| Produit intérieur brut | 1.3 | 3.0 | 2.9 | 2.0 |
| Indice traditionnel des prix à la consommation | 2.1 | 1.6 | 1.0 | 1.0 |
| Indice santé | 1.7 | 1.3 | 1.3 | 1.2 |
| Revenu disponible réel des ménages | -0.4 | 1.1 | 2.6 | 1.7 |
| Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible) | 16.1 | 15.2 | 14.5 | 13.9 |
| Emploi intérieur (variation en milliers, situation au 30 juin) | 20.5 | 22.0 | 53.6 | 33.1 |
| Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle) | 9.8 | 9.3 | 8.6 | 8.2 |
| Balance des opérations courantes (en % du PIB) | 4.2 | 4.7 | 4.7 | 4.2 |
| Taux d'intérêt à court terme (%) | 3.2 | 3.4 | 3.5 | 3.1 |
| Taux d'intérêt à long terme 10 ans (%) | 6.5 | 5.8 | 4.7 | 3.8 |

Au cours de l'année 1998, la croissance de l'activité économique s'est progressivement ralentie, essentiellement en raison d'une progression moins dynamique des exportations. L'Institut des Comptes Nationaux s'attend à ce que cette tendance ne soit que temporaire et que la croissance reprenne vigueur durant l'année 1999. Sur l'ensemble de l'année 1999, la croissance réelle du PIB devrait atteindre 2,0%.

La dynamique des exportations belges est dans une large mesure liée à l'évolution de la demande mondiale. Celle-ci a fortement diminué dans le courant de l'année 1998 suite aux conséquences de la crise asiatique et de son impact sur les autres économies émergentes, ainsi que sur l'activité des pays industrialisés. Le taux de croissance annuel des exportations belges atteignait encore plus de 6% durant la première moitié de l'année 1998; il retomberait à moins de 1% pour la seconde partie de l'année. Le risque d'un tel recul était déjà mentionné dans le Budget Economique de juillet; ce risque s'est concrétisé au fil des mois et a entraîné une révision à la baisse de la croissance économique en 1999.

La demande intérieure devrait continuer à évoluer favorablement en 1999. Les investissements des entreprises et des ménages devraient connaître une croissance comparable à celle de 1998. La progression de la consommation privée devrait se poursuivre, mais à un rythme plus modéré qu'en 1998. Bien que toujours positive, l'évolution du revenu disponible des ménages serait plus faible qu'en 1998. Le taux d'épargne des ménages devrait diminuer pour la sixième année consécutive; la baisse en 1999 est estimée à 0,6 points de pour-cent.

En 1998, l'emploi s'est accru de manière plus prononcée qu'au cours des sept dernières années et à largement soutenu le revenu disponible des ménages. En 1999, les créations d'emplois resteraient importantes bien qu'inférieures à 1998. Le nombre total d'emplois devrait augmenter de 33.000 unités, dont 22.000 unités dans les entreprises. Cette augmentation est en partie due à une politique active du marché du travail (mari-bel social, ALE, emplois-Smet,...), ainsi qu'à la progression modérée des salaires et la diminution des cotisations sociales des employeurs. Le taux de chômage, exprimé en pourcentage de la population active, devrait baisser de 8,6% en 1998 à 8,2% en 1999 (selon la définition standardisée d'Eurostat).

En 1999, l'inflation, mesurée sur base de l'indice général des prix à la consommation, devrait être comparable à celle observée en 1998 (1%). L'inflation sous-jacente devrait continuer d'osciller jusqu'à la fin de l'année aux alentours de son niveau actuel de 1,4%, alors que les prix des carburants devraient à nouveau exercer un effet à la baisse sur le niveau général des prix à la consommation en 1999. Par conséquent, l'indice santé, qui sert de base à l'indexation des salaires, des allocations sociales et des loyers, devrait, tout comme en 1998, progresser plus rapidement que l'indice traditionnel des prix à la consommation. L'inflation, mesurée à l'aide de l'indice santé, devrait s'élever en 1999 à 1,2%.

La dernière adaptation à l'indice des prix des salaires dans le secteur public et des allocations sociales date d'octobre 1997. Vu le faible niveau d'inflation, il n'y a pas eu d'indexation en 1998. L'indice pivot pour la fonction publique ne devrait être atteint qu'en avril 1999, ce qui devrait se traduire, en juin 1999 (soit deux mois après que l'indice pivot ait été dépassé) par une augmentation des salaires dans la fonction publique de 2%. Les allocations sociales devraient être indexées simultanément. Les prix à l'exportation et à l'importation devraient baisser en 1999, essentiellement en raison de la chute des prix des matières premières et d'une concurrence internationale accrue dans un marché mondial des produits industriels déprimé.

L'évolution des salaires dans les entreprises est soumise à l'accord cadre conclu à la fin de l'année dernière par les partenaires sociaux. Celui-ci fixe la croissance nominale maximale du coût salarial horaire à 5,9% sur 1999-2000. Cet accord cadre est pris en compte dans l'élaboration du présent Budget Economique.

Conjoncture internationale en 1998 et 1999

La croissance économique mondiale s'est détériorée durant les derniers mois de l'année 1998. Citons en particulier l'absence de redémarrage de l'activité économique en Asie, l'approfondissement de la récession au Japon, l'aggravation de la situation en Russie et au Brésil, le ralentissement plus important que prévu du commerce mondial au second semestre 98 et enfin la décélération de l'activité économique européenne au cours de la seconde partie de l'année 1998¹.

Toutefois, les risques de détérioration supplémentaire de l'environnement international sont plus limités qu'il y a quelques mois de sorte que la croissance économique mondiale en 1999 devrait atteindre le même rythme qu'en 1998, soit 2.2%. Cependant, la composition géographique de cette croissance devrait sensiblement se modifier. Certaines économies devraient connaître, en 1999, des taux de croissance inférieurs à ceux de 1998. Ainsi, la croissance devrait ralentir en Europe, aux Etats-Unis et en Amérique Latine suite au recul de l'activité économique brésilienne. Alors qu'une forte contraction est attendue en Russie, la progression des économies d'Europe centrale et orientale ne devrait que modérément décélérer. La croissance économique chinoise en 1999 devrait encore être stimulée par les mesures fiscales et la baisse des taux d'intérêt domestiques, mais la croissance devrait progresser à un rythme plus modéré qu'en 1998.

Par contre, d'autres économies devraient connaître, en 1999, des taux de croissance supérieurs à ceux de l'année précédente. Ainsi, l'économie japonaise ne connaîtrait plus qu'une contraction limitée de son activité, après un recul de près de 3% en 1998. Les économies asiatiques nouvellement industrialisées (NIC's) devraient renouer avec une croissance positive. Les pays asiatiques les plus touchés par la crise (Asean 4) ne devraient plus enregistrer de contraction de leur activité comparable à celle de 1998 (environ 10%) mais ne connaîtraient pas encore de croissance positive, tout au moins sur l'ensemble de l'année

1. Cette détérioration a rendu nécessaire une adaptation du scénario d'environnement international de la Commission pour l'année 1999. Celle-ci a été réalisée sur base des prévisions du Fonds Monétaire International "World Economic Outlook-Interim Assesment", December 1998. Les hypothèses de taux de change et de taux d'intérêt ont toutefois été actualisées pour tenir compte des évolutions les plus récentes.

1999. Jusqu'à présent, peu de signes tangibles de redressement de l'activité économique réelle sont observés dans ces économies. La réapparition de surplus courants s'explique plus par la contraction de leurs importations que par une progression des exportations en valeur, ces dernières étant pénalisées par les baisses de prix. Toutefois, la stabilisation des marchés financiers de ces pays (bourses, taux de change) au cours du dernier trimestre 1998 (et même le retour de la confiance dans le cas de la Corée du Sud et de la Thaïlande), ont permis un allègement des politiques fiscales et monétaires et une amélioration de la liquidité des entreprises. La récente appréciation du yen devrait encore renforcer la compétitivité des pays asiatiques émergents et stimuler leurs exportations en 1999. La reprise de ces économies dépend aussi en grande partie de la restauration de la demande à l'importation de l'économie japonaise.

La récession économique au Japon apparaît plus profonde et plus longue qu'anticipé il y a quelques mois. La demande intérieure privée a poursuivi son repli lié à la baisse du revenu disponible des ménages et aux difficultés du secteur financier. Mi-novembre, le gouvernement a annoncé un nouveau plan de relance de l'économie et de sauvetage du secteur bancaire, mais ses effets ne devraient pas se faire sentir avant le début de la prochaine année budgétaire, soit en avril 1999. L'accroissement du taux d'endettement public japonais a pesé (et pèse encore) sur les marchés obligataires, entraînant une augmentation de leur rendement et partant une appréciation du yen au cours du dernier trimestre 1998. Cette appréciation, entretenue par les rapatriements de capitaux japonais, risque fort de pénaliser les exportations nettes cette année. Les perspectives économiques japonaises à court terme demeurent mitigées en raison des incertitudes qui persistent sur la capacité du secteur bancaire d'alléger la crise de crédit ("credit crunch") ainsi que sur l'ampleur et le timing de la reprise de la demande des économies asiatiques en crise, dont le Japon est le premier fournisseur.

Malgré la crise asiatique et ses répercussions négatives sur le commerce extérieur américain, la croissance économique aux Etats-Unis a atteint 3.9% sur l'ensemble de l'année 1998. Alors qu'il y a quelques mois un atterrissage en douceur de l'économie américaine était attendu, le PIB s'est accru de 5.6% en rythme annuel au cours du quatrième trimestre 1998. Cette progression vigoureuse témoigne essentiellement d'une dynamique particulièrement robuste de la demande intérieure. L'assou-

plissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale, entre septembre et novembre, n'est certes pas étranger à cette évolution. En effet, la diminution des taux d'intérêt à court terme, qui était motivée par les signes de décélération de l'activité économique au troisième trimestre 98, par l'instabilité des marchés financiers internationaux et par le risque de plus en plus prononcé d'un "credit crunch", a contribué au net redressement de la bourse américaine. La faiblesse du taux d'épargne des ménages et de l'épargne nette du secteur privé conduisent à maintenir la prévision d'un ralentissement de la croissance de l'économie américaine en 1999 aux alentours de sa croissance potentielle (soit environ 2%).

La croissance économique en Europe, qui devrait avoisiner 3% en 1998, présente globalement deux caractéristiques. D'une part, une accentuation de la dichotomie entre la contribution de plus en plus négative de la demande extérieure à la croissance - sous l'effet de la détérioration de la demande mondiale et de la compétitivité-prix des exportations européennes-, et une demande intérieure dynamique, bénéficiant d'une progression du pouvoir d'achat réel des ménages et d'une confiance des consommateurs dopée par les créations d'emplois. D'autre part, une décélération de la croissance économique au cours de la seconde partie de l'année 1998, qui reflète non seulement la contraction de la demande extérieure mais également un certain affaiblissement de la demande intérieure européenne. En effet, la crise financière internationale a visiblement affecté le commerce intra-européen à partir du 2ème trimestre 1998. L'industrie manufacturière a été particulièrement pénalisée par l'amoidrissement des perspectives de demande et de production. Dans certains pays européens, la diminution du degré d'utilisation des capacités de production s'est traduite par l'apparition de mouvements de déstockage, qui, de par leur contenu importé relativement élevé, n'ont fait qu'amplifier le ralentissement des importations intra-européennes au second semestre de l'année dernière.

La baisse de l'indicateur avancé de l'OCDE indique que la production industrielle européenne pourrait encore diminuer au cours des prochains mois. Les perspectives de croissance à court terme sont donc moins favorables qu'il y a quelques mois. Néanmoins, pour autant que la demande mondiale se redresse durant la seconde partie de l'année 1999, le ralentissement de la demande intérieure et partant de la croissance européenne ne devrait être que temporaire et - par conséquent- modéré.

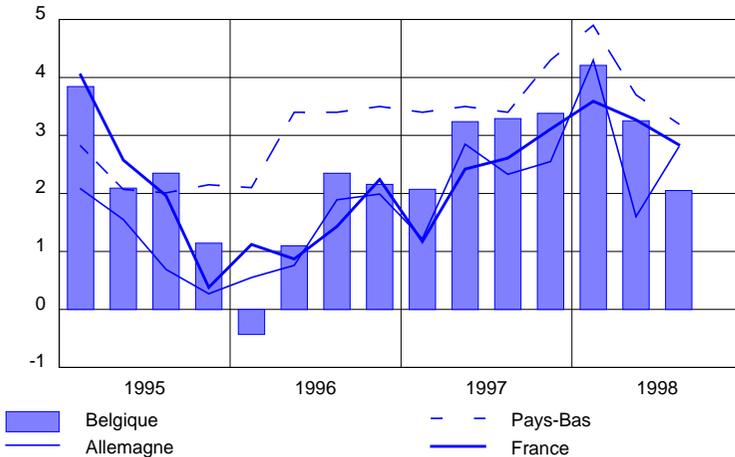
Les conditions monétaires devraient être bénéfiques à l'économie européenne puisque la réduction concertée des taux directeurs des banques centrales en décembre 1998 et la baisse des taux d'intérêt à long terme devraient exercer une influence positive sur la confiance des ménages et des entreprises européennes.

L'activité économique en Europe pourrait donc connaître une nouvelle accélération au cours du second semestre de l'année en cours. Néanmoins, sur l'ensemble de l'année, la croissance reposera à nouveau essentiellement sur la demande intérieure tandis que les exportations nettes n'apporteraient qu'une contribution négative.

Conjoncture belge et des trois pays voisins

Sur l'ensemble de l'année 1998, la croissance économique en Belgique devrait être comparable à celle de la France et de l'Allemagne, mais inférieure au rythme particulièrement vigoureux enregistré aux Pays-Bas. En Belgique comme chez nos principaux voisins, la dynamique de la demande intérieure, et plus particulièrement de la consommation privée, a été le principal moteur de cette croissance.

FIGURE 1 Croissance du PIB: évolution trimestrielle (taux de croissance en %, t/t-4)



Source: Sources nationales, ICN

Au cours du premier semestre de l'année dernière, les performances économiques les moins fortes ont été enregistrées en Allemagne (moins de 3% en rythme annuel) et en France (3,3%), tandis que la progression du PIB belge avoisinait 4%. Si l'on tient compte d'effets calendriers (nombre de jours ouvrables) qui ont influencé les deux premiers trimestres de l'année 1998, le profil infra annuel du PIB belge est assez semblable à celui de ses trois voisins². Ainsi, après la nette accélération observée durant la première partie de l'année 1998, la croissance de l'activité économique dans ces pays, s'est ralentie au troisième trimestre. La Belgique se caractérise toutefois par un fléchissement nettement plus marqué que ses voisins.

En effet, la décélération de la croissance des importations mondiales et intra-européennes s'est traduite au niveau belge par une quasi-stabilisation des exportations durant le troisième trimestre 1998, par rapport au trimestre précédent, alors que les exportations progressaient encore légèrement dans les pays voisins. La diminution du stockage observée en Allemagne et en France, qui pèse sur la demande de biens intermédiaires, n'est peut-être pas étrangère à ce caractère avancé de l'économie belge dans cette phase du cycle.

En 1999, le rythme de croissance de l'économie belge et de ses principaux voisins devrait être inférieur au rythme de l'année 1998. Bien que la dynamique de la demande intérieure devrait s'affaiblir au cours de la première moitié de l'année 1999, elle devrait néanmoins demeurer la principale composante de la croissance. Les exportations belges et de nos voisins pâtiront du ralentissement du commerce intra-européen en début d'année.

Incertitudes liées à ces prévisions

A l'heure actuelle, les principaux risques externes de prolongation, ou tout au moins d'approfondissement, de la crise financière internationale paraissent plus limités qu'il y a quelques mois. Le flottement du real brésilien et le soutien de la communauté internationale semblent éviter la propagation de la crise financière brésilienne aux autres économies de la région, d'autant que la structure des capitaux étrangers au Brésil est plus stable que la situation qui prévalait en Asie. Le risque d'une dévaluation du yuan chinois (ou du décrochage du peg

2. Notons cependant que l'Allemagne présente une décélération plus accentuée au deuxième trimestre 1998 étant donné que le premier trimestre de l'année 1998 a été dopé par l'anticipation du relèvement de la TVA au 1er avril.

entre le dollar américain et de Hong Kong) reste limité par l'importance des réserves extérieures chinoises, la convertibilité partielle du yuan ainsi que par le renchérissement des importations et de la dette extérieure qu'une dévaluation provoquerait. Toutefois si cette dévaluation survenait, elle pourrait déstabiliser le fragile équilibre financier de la région et pénaliser plus particulièrement l'économie japonaise.

Si la reprise des économies émergentes devait être retardée, un effet de "spill over" négatif du ralentissement de la demande extérieure sur la demande intérieure des économies européennes ne pourrait être exclu. En effet, les entreprises ne considérant plus le ralentissement conjoncturel comme temporaire pourraient postposer leurs projets d'investissements et ralentir davantage la production ce qui pèserait inévitablement sur le marché de l'emploi et par conséquent sur la confiance des ménages et la consommation privée. Dans ce cas, les prévisions pour l'Europe seraient encore plus incertaines et la prolongation du ralentissement conjoncturel pourrait amputer, en 1999 et même au delà, les perspectives de croissance.

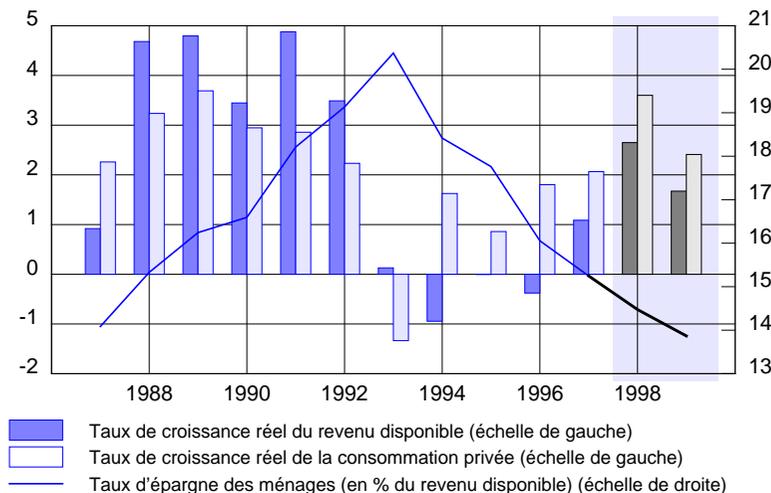
Du côté positif, notons que, jusqu'à présent, la Réserve Fédérale américaine demeure performante dans sa gestion des risques de ralentissement ou de surchauffe trop marqué des marchés boursiers et de l'économie américaine. Par ailleurs, le dollar s'est redressé face à l'euro. Si cette récente dépréciation du taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar se maintenait, la compétitivité de nos exportateurs en serait renforcée. Il est également possible que la BCE décide de jouer un rôle plus actif de soutien de la demande européenne et de réduire ses taux d'intérêt directeurs tandis que les stabilisateurs automatiques des finances publiques pourraient intervenir, tout en respectant la contrainte du Pacte de Stabilité et de Croissance.

1. Le PIB et ses composantes

Consommation privée En 1998, la croissance économique a largement été alimentée par la consommation privée. Sur l'ensemble de l'année 1998, la croissance réelle des dépenses de consommation des ménages est estimée à 3,6%, soit la croissance la plus élevée des années nonante et la seconde depuis 1980.

Cette forte croissance est la résultante d'une nette augmentation du pouvoir d'achat des ménages et d'une poursuite de la réduction de leur propension à épargner. L'évolution particulièrement propice de l'emploi a joué un rôle crucial pour ces deux éléments. Le développement singulièrement dynamique de la consommation privée reflète le fait que la phase ascendante de la conjoncture (qui au cours des années précédentes était surtout alimentée par les exportations) a atteint un stade de maturité en 1998.

FIGURE 2 Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

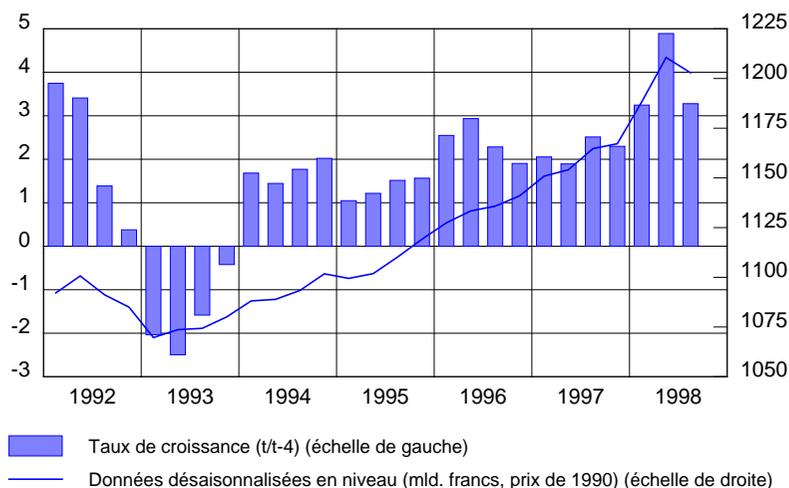
Le revenu disponible réel des ménages s'est accru de 2,6% en 1998. Cette augmentation est vigoureuse si on la compare à la période 1993-96 au cours de laquelle le revenu réel des ména-

ges reculait de 0,3% par an, avant de progresser de 1,1% en 1997. Cette hausse du revenu disponible fut, dans un premier temps, la conséquence du revirement positif de l'évolution de l'emploi depuis le milieu de l'année 1997. Ensuite, en 1997 le blocage des salaires réels (1995-1996) fut remplacé par la norme salariale qui laisse une certaine marge à une augmentation du salaire horaire. Enfin, en 1998, les ménages ont bénéficié d'une amélioration supplémentaire de leur pouvoir d'achat, étant donné que la progression de l'indice santé, qui sert de base à l'indexation des salaires (dans le secteur public et privé) et des transferts sociaux, a été supérieur d'environ 0,3% à la croissance du niveau général des prix.

Le taux d'épargne des ménages, qui baisse de manière ininterrompue depuis 1994, s'est élevé, en 1998, à 14,5% soit environ 0,8% de moins qu'en 1997 et près de 6% sous le niveau de 1993. La progression du taux d'épargne entre 1985 et 1993, et la chute observée depuis, peuvent fort bien s'expliquer par une certaine rigidité des habitudes de consommation ainsi que par l'évolution du taux de chômage. La baisse du taux d'épargne en 1998, qui fut plus importante que ces facteurs ne laissaient présager, souligne à nouveau le caractère exceptionnel de la croissance de la consommation privée en 1998. Il est probable que la remarquable baisse du taux d'épargne en 1998 soit partiellement attribuable à la hausse des cours boursiers et au bas niveau des taux d'intérêt.

D'après les comptes trimestriels, la consommation privée aurait enregistré des taux de croissance de plus de 3% durant les trois premiers trimestres 1998, ce qui n'avait plus été atteint depuis 22 trimestres. Durant la première partie de l'année, la consommation privée a clairement été positivement influencée par l'accroissement des ventes de voitures après le salon de l'auto du début de l'année 1998. Cependant, contrairement à l'année 1996 (soit la précédente année du salon de l'auto), les ventes de voitures ne se sont pas ralenties durant la seconde partie de l'année. Ceci témoigne d'une dynamique sous-jacente de la consommation privée qui demeure forte et qui ne s'est probablement pas limitée à l'achat de voitures mais s'est généralisée à d'autres biens durables. Le niveau élevé de confiance des consommateurs, partiellement dû à l'amélioration de la situation sur le marché du travail et à l'évolution des cours boursiers, n'est certainement pas étranger à cette situation.

FIGURE 3 Evolution trimestrielle de la consommation privée à prix constants



Source: ICN

Les indicateurs les plus récents donnent une image plus mitigée de l'évolution de la consommation privée. Du côté positif, l'indicateur de confiance des consommateurs n'a pas suivi la baisse de l'indicateur de confiance des producteurs. Il s'est au contraire stabilisé à un niveau élevé durant la seconde partie de l'année 1998 et s'est même à nouveau relevé ces derniers mois. En janvier 1999, la confiance des consommateurs a atteint un niveau comparable à celui des années 1989-90. Les ventes de voitures ont été à nouveau particulièrement élevées en janvier, ce qui est partiellement dû à l'effet temporaire du salon des véhicules utilitaires. Du côté moins positif, on observe un net recul de l'indicateur de la BNB dans le commerce (enquêtes de conjoncture) durant les trois derniers mois de 1998.

Sur base de cette image mixte, qui résulte de l'analyse d'indicateurs de conjoncture, la consommation privée devrait poursuivre sa progression en 1999, mais à un rythme plus modéré qu'en 1998. La croissance de 2,4% de la consommation des ménages en 1999 résulterait d'une augmentation réelle de leur revenu disponible de 1,7% et d'une baisse de leur taux d'épargne de 0,6 points de pour-cent.

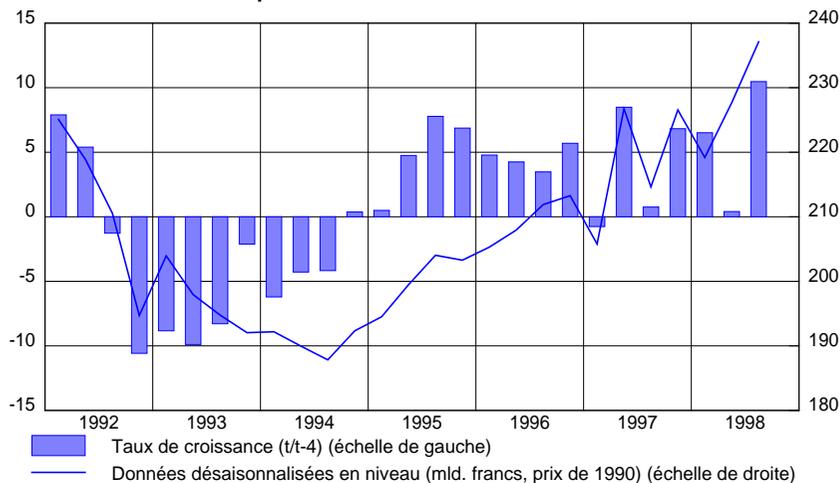
La plus faible progression du revenu disponible réel des ménages par rapport à 1998, est essentiellement attribuable à une moins forte création d'emplois en 1999 qu'au cours de l'année précédente. Le taux d'épargne des ménages devrait diminuer pour la sixième année consécutive (de 14,5% en 1998 à 13,9% en 1999). Cette réduction est essentiellement due à une baisse supplémentaire du taux de chômage qui favorise la confiance des consommateurs.

Investissements des entreprises

Ces dernières années, les investissements des entreprises ont été caractérisés par deux développements surprenants. D'une part, leur profil infra-annuel donne une image très *instable*. Au cours des deux dernières années, les investissements des entreprises ont affiché des taux de croissance trimestriels compris entre -1% et +10%. Cette instabilité complique l'établissement d'un diagnostic précis quant à leur situation actuelle. D'autre part, ces quatre dernières années, les taux de croissance annuels moyens des investissements des entreprises ont été étonnamment *stables*. Durant les années 1995-98, ils se sont toujours situés entre 4 et 5% en terme réels. Au cours de cette période, les investissements des entreprises semblent donc avoir été peu sensibles aux évolutions conjoncturelles.

La détérioration du climat de confiance des entreprises, depuis le début de l'année 1998, a été suivie, avec un certain retard et dans une moindre mesure, par une diminution du taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière. Ce taux est passé de près de 83% (en données corrigées des variations saisonnières), durant la première moitié de l'année, à moins de 80% au cours du dernier trimestre 1998. Parallèlement, l'output gap, qui avait été légèrement positif durant les 6 premiers mois de 1998, devint négatif à partir du troisième trimestre.

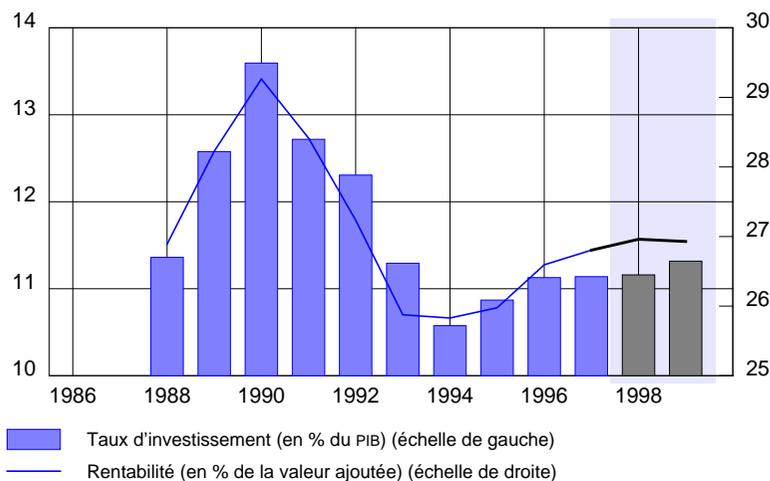
FIGURE 4 Evolution trimestrielle des investissements des entreprises à prix constants



SOURCE: ICN

Pour 1999, la question cruciale est de savoir si les investissements des entreprises vont réagir négativement à cette diminution du taux d'utilisation des capacités et de l'output gap. La réponse à cette question est tributaire de la manière dont les entrepreneurs considéreront le ralentissement conjoncturel. L'enquête de la BNB sur les investissements dans l'industrie manufacturière, réalisée à l'automne passé, indique qu'un certain nombre de projets d'investissements, initialement prévus pour 1998, ont été reportés. La réalisation de ces projets en 1999 ne sera effective que si les entrepreneurs considèrent le recul de la demande (dans un premier temps étrangère) comme temporaire, comme ce fut le cas en 1995. Les déterminants de l'offre d'investissements - notamment les taux d'intérêt à long terme et la rentabilité des entreprises - devraient soutenir la progression des investissements des entreprises en 1999 à un rythme comparable à celui de 1998. Un accroissement supplémentaire de la rentabilité des entreprises ou une nouvelle baisse des taux d'intérêt à long terme, par rapport aux niveaux actuels, n'est pas prévue.

FIGURE 5 Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

La croissance réelle des investissements des entreprises en 1999 devrait atteindre 4%, soit un rythme similaire à celui des quatre années précédentes. Le taux d'investissement, qui représente la part de l'ensemble des investissements des entreprises dans le PIB, atteindrait 11,3%, soit environ 1 point de pour-cent de plus que le creux de 1994. Le taux d'investissement resterait toutefois encore inférieur de 1,5 points de pour-cent au niveau moyen des années 1989-91.

Investissements en logements

Après une très forte croissance en 1997 (4,9%), les investissements résidentiels devraient avoir progressé de 3,2% en 1998. Les seuls indicateurs de court terme qui permettent d'évaluer l'évolution récente et future de cette composante de la demande sont de nature qualitative (enquête auprès des architectes et enquêtes de conjoncture de la BNB). Ces indicateurs qualitatifs n'indiquent pas de modification du rythme de croissance des investissements résidentiels avant, au moins, le milieu de l'année 1999. Pour 1999, la croissance réelle des investissements en logements devrait atteindre 3,4%.

Les facteurs explicatifs de cette croissance positive des investissements résidentiels au cours de la période 1997-99 sont suffisamment connus. Depuis déjà deux ans, après avoir diminué durant une grande partie des années 1995 et 1996, les taux d'intérêt hypothécaires se situent à un niveau historiquement bas. Pour cette année, on prévoit une stabilisation des taux hypothécaires au niveau actuellement observé. En outre, la remarquable amélioration de la situation sur le marché du travail depuis 1997 est plus que favorable à la confiance des ménages ainsi qu'à l'évolution de leur pouvoir d'achat. De plus, depuis 1997, le pouvoir d'achat réel des ménages a été alimenté par le remplacement du gel des salaires réels (1995-1996) par la norme salariale, laquelle permet une certaine augmentation réelle du salaire horaire.

Dépenses publiques

L'emploi dans le secteur public augmente aussi bien en 1998 qu'en 1999. Comme décrit dans le chapitre relatif au marché du travail, il s'agit entre autres du remplacement du personnel en interruption de carrière à mi-temps. La masse salariale totale payée par les pouvoirs publics n'en est donc pas accrue pour autant mais se répartit sur un plus grand nombre de personnes. L'extension des programmes de transition professionnelle (qui représente l'autre cause principale de l'accroissement de l'emploi dans le secteur public) concerne également les employés "à salaire réduit".

En sus de l'indexation et de l'augmentation de l'emploi public, seule la dérive salariale contribue à la croissance de la masse salariale. En effet, les salaires hors index dans la fonction publique (programmation sociale) restent constants.

Les investissements publics augmentent sensiblement en 1998 et 1999. Leur contribution à la croissance du PIB reste cependant très limitée étant donné qu'ils ne représentent que 1,5% du PIB total. En 1998, 90% des investissements publics sont réalisés par les Pouvoirs Locaux (55%) et par les Régions et Communautés (35%). La part du Pouvoir Fédéral est donc très limitée (10%). Les investissements des Régions et Communautés sont responsables de la forte augmentation de 1998.

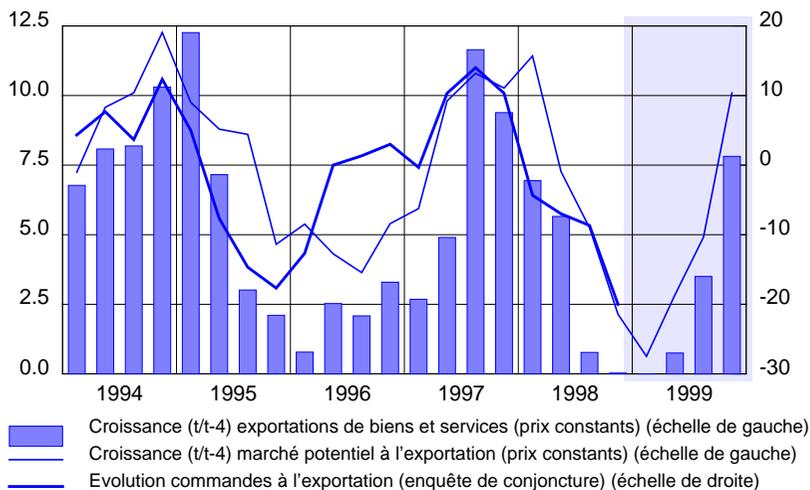
En 1999, deux facteurs importants influencent les investissements publics. Bien que ces deux facteurs jouent en sens inverse, la progression des investissements publics est conséquente. Premièrement, les investissements des Pouvoirs Locaux suivent assez clairement un cycle de six ans: ils décroissent

sensiblement après les élections du conseil communal, avant de se relever graduellement et d'atteindre un taux de croissance maximal l'année précédant les élections. Les élections d'octobre 2000 influencent donc positivement les investissements en 1999. Deuxièmement, la vente de bâtiments par le Pouvoir Fédéral (pour un montant de 9 milliards de francs) contribuera négativement à la croissance des investissements publics. En effet, selon les conventions comptables des Comptes Nationaux, ces ventes donnent lieu à une diminution des investissements publics et à une augmentation des investissements des entreprises.

Exportations et importations

Le ralentissement progressif mais important de la croissance du commerce mondial (initié par la demande extra-européenne puis suivi par un fléchissement du commerce intra-européen) au cours de l'année 1998, a bien entendu pesé sur les exportations de biens et services de la Belgique. La progression de celles-ci est estimée en moyenne sur 1998 à 3,2% avec un second semestre nettement plus faible. Ce niveau de départ implique, malgré une reprise attendue de la demande mondiale à partir du deuxième trimestre de 1999, une croissance des exportations sur l'ensemble de l'année relativement modeste, soit 3,0%. La croissance des importations par contre a été nettement plus importante en 1998 (estimée à 5,1%) et devrait aussi l'être en 1999 (4,0%). Cette progression plus forte des importations est essentiellement attribuable à une demande intérieure vigoureuse mais également à la baisse des prix à l'importation. On devrait donc enregistrer au total à la fois pour 1998 et 1999, une contribution des exportations nettes à la croissance fortement négative (soit respectivement -1,2 et -0,7%).

FIGURE 6 Indicateurs pour les exportations



Source: ICN, BNB, CPB, Bureau fédéral du Plan

Les prix à l'importation devraient baisser significativement en 1998 et de façon un peu plus modérée en 1999. Ces baisses s'expliquent en partie par l'appréciation du taux de change effectif du franc belge au cours de ces deux années mais aussi par la chute des prix mondiaux en dollar (essentiellement le prix du pétrole et des matières premières). Ceci devrait avoir pour conséquence une amélioration des termes de l'échange surtout en 1998 mais également en 1999 (soit respectivement 1,9 et 0,2%).

Malgré une contribution négative des exportations à la croissance, la balance des opérations courantes de la Belgique en 1998 devrait restée largement positive (le niveau des exportations en valeur étant nettement supérieur à celui de importations) et devrait même se maintenir à son niveau de 1997, soit l'équivalent de 4,7% du PIB, grâce aux gains des termes de l'échange. La moindre progression de ceux-ci en 1999 implique un repli du boni de la balance courante, qui devrait toutefois rester conséquent et encore représenter l'équivalent de 4,2% du PIB.

2. Les évolutions financières: prix, coûts et taux d'intérêt

Prix intérieurs

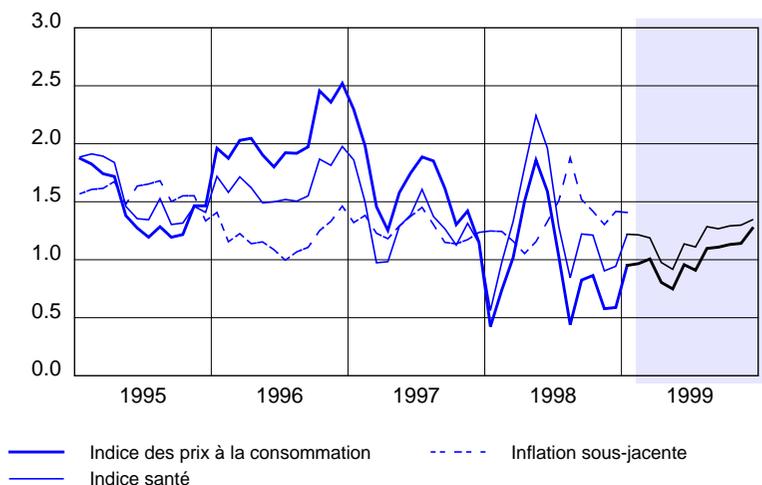
L'indice général des prix à la consommation a progressé, en 1998, en moyenne annuelle de 0,95%, contre 1,63 en 1997. Ce recul sensible de l'inflation est exclusivement imputable à l'évolution des prix des carburants et des autres produits énergétiques. L'inflation sous-jacente³ s'est élevée en moyenne à 1,4% en 1998, soit un niveau à peine différent de celui de 1997 (1,3%). Tout comme en 1997, l'impact de la fiscalité indirecte sur les prix a été négligeable en 1998.

Les prix des carburants et des autres produits énergétiques ont encore eu un effet à la hausse sur le niveau général des prix en 1997, qui ne s'explique pas par l'évolution des prix mondiaux de l'énergie exprimés en dollars. Ceux-ci ont en effet baissé: le prix du baril de Brent s'élevait en 1997 à 19,1 USD, contre 20,6 USD l'année précédente. Du fait de la forte appréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes en 1997, les prix intérieurs des carburants exprimés en BEF ont exercé un effet significatif à la hausse sur le niveau général des prix à la consommation. Les prix de l'énergie ont diminué sensiblement en 1998 (aussi bien en USD qu'en BEF), exerçant ainsi un impact non-négligeable⁴ à la baisse sur l'inflation intérieure.

L'indice santé est par construction nettement moins influencé par l'évolution des prix de l'énergie. Etant donné cette caractéristique, il n'est donc pas étonnant d'observer, en 1998, une inflation sur base de l'indice santé (1,27%) à peine différente de celle enregistrée en 1997 (1,32) et plus importante que celle mesurée par l'indice général des prix à la consommation (0,95%).

-
3. L'inflation sous-jacente exclut l'impact des modifications de TVA, d'accises et des autres taxes indirectes, ainsi que les prix des produits énergétiques, du tabac, des alcools, des légumes et fruits frais.
 4. La contribution négative (estimée de façon mécanique) des prix des produits énergétiques à l'inflation s'est élevée en 1998 à plus de 0,3 points de pour-cent, contre une contribution positive en 1997 de 0,4 points de pour-cent. Les produits énergétiques ont donc été responsables d'une différence d'inflation entre les deux années de plus de 0,7 points de pour-cent.

FIGURE 7 Evolution mensuelle de l'inflation
(taux de croissance t/t-12, en %)



Source: MAE, prévisions du Bureau fédéral du Plan

L'inflation sous-jacente devrait s'élever en 1999 à 1,4%. Ceci implique que l'inflation sous-jacente devrait se stabiliser au niveau du premier mois de l'année 1999, correspondant également au niveau moyen de 1998. La baisse des prix importés et un 'output gap' négatif (qui empêche une poursuite de la progression des marges) devraient peser sur les prix. D'un autre côté, le coût du travail par unité produite devrait, suite à une croissance plus faible de la productivité du travail comparative-ment aux deux années précédentes, fournir une contribution légèrement positive à la croissance. Les deux effets devraient mutuellement se neutraliser et justifier une inflation sous-jacente maintenue à son niveau actuel.

Le prix du pétrole a connu une chute libre au cours de l'année 1998 et se retrouvait au début de l'année 1999 à un niveau exceptionnellement bas (environ 11 USD le baril). Même si le prix du pétrole devait légèrement se redresser au cours de l'année, la contribution des carburants et des autres produits énergétiques à l'inflation intérieure devrait être négative sur l'ensemble de 1999⁵.

Au total, l'inflation mesurée sur base de l'indice traditionnel des prix à la consommation devrait s'établir en 1999 à 1,0%. Etant donné la contribution négative attendue des prix des carburants, l'augmentation de l'indice santé devrait être, pour la deuxième année consécutive, supérieure à l'indice traditionnel. L'inflation mesurée à l'aide de l'indice santé devrait s'élever en 1999 à 1,2%.

Indexation dans la fonction publique

La dernière adaptation, à l'indice des prix, des salaires dans le secteur public et des allocations sociales, date d'octobre 1997. Vu le faible niveau d'inflation, il n'y a pas eu d'indexation en 1998. L'indice pivot⁶ pour la fonction publique ne devrait être atteint qu'en avril 1999, ce qui devrait se traduire, en juin 1999 (soit deux mois après que l'indice pivot ait été dépassé), par une augmentation des salaires dans la fonction publique de 2%. Les allocations sociales devraient être indexées simultanément.

-
5. La contribution négative (estimée de façon mécanique) des prix des produits énergétiques à l'inflation est estimée en 1999 à -0.25 points de pour-cent.
 6. Celui-ci a été fixé, en termes de la nouvelle année de base 1996, à 103,14.

Evolution des salaires L'évolution des salaires dans le secteur privé reste soumise à la Loi de Sauvegarde Préventive de la Compétitivité. A la fin de l'année 1998, les partenaires sociaux ont conclu un accord cadre sur base, entre autres, du rapport technique du Conseil Central de l'Economie. Cet accord fixe la croissance maximale des coûts salariaux par heure effective à 5,9% pour la période 1999-2000.

Dans ses perspectives les plus récentes, l'OCDE⁷ prévoit des augmentations salariales pour 1999 un peu plus fortes que dans ses précédentes prévisions aux Pays-Bas (3,9% contre 3,6%) et en Allemagne (2,8% contre 1,9%) et un peu plus faibles en France (2,1% contre 2,4%).

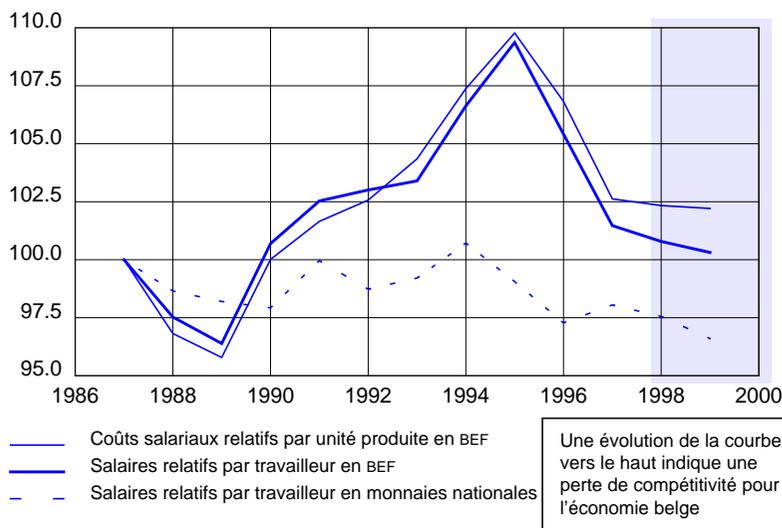
En tenant compte de l'accord cadre, le salaire horaire brut avant indexation devrait augmenter de 1,5% en 1999. L'indexation est estimée à 1,1%. Suite aux mesures de réduction du taux de cotisation patronale, le montant des cotisations dans le secteur des entreprises devrait avoir été réduit de 17 milliards en 1998, tandis qu'une diminution supplémentaire de 5 milliards est prévue pour 1999⁸. Les coûts salariaux nominaux par heure effective devraient augmenter de 2,4% en 1999. La durée du travail par personne occupée devrait à nouveau se réduire, en raison de l'intérêt croissant pour le temps partiel, de sorte que la croissance du coût salarial par travailleur devrait rester limitée à 2,1%.

Comparé aux sept principaux partenaires commerciaux, l'amélioration de la compétitivité devrait être modeste en 1998 (soit une diminution relative du coût du travail par unité produite de 0,3%). Ce ralentissement par rapport à 1997 s'explique essentiellement par la disparition progressive de l'effet d'appréciation du dollar et de la livre sterling et par la dépréciation du yen vis-à-vis du franc belge. Toutefois, malgré une dépréciation du dollar et de la livre en moyenne annuelle en 1999, la compétitivité par rapport aux sept devrait continuer de s'améliorer de 0,1% cette année. Ceci s'explique par la plus forte hausse des salaires en monnaie nationale au Pays-Bas, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

7. OECD, Economic Outlook, December 1998

8. Pour plus de détails, se référer à la section relative au marché du travail.

FIGURE 8 Coûts salariaux (entreprises et Etat) par rapport aux sept principaux partenaires (1987=100)



Source: Commission Européenne, Bureau fédéral du Plan

Par rapport à nos trois principaux partenaires (à savoir l'Allemagne, la France et les Pays-Bas), le coût salarial unitaire belge devrait connaître une augmentation de 0,4% en 1998. Cette évolution est imputable non pas à une augmentation plus rapide du salaire coût par travailleur en Belgique, mais bien à une croissance plus rapide de la productivité en Allemagne. En 1999 par contre, la compétitivité salariale belge devrait s'améliorer de 0,4% en raison d'un ralentissement des gains de productivité en Allemagne, mais surtout suite à l'accélération des augmentations salariales au Pays-Bas.

Evolution des taux d'intérêt étrangers et belges

L'approfondissement de la crise financière internationale au cours de l'année 1998, et ses répercussions en terme de prix et de croissance économique, ont facilité la convergence vers le bas des taux d'intérêt européens. Au début du mois de décembre 1998, les banques centrales des pays participants à l'Union Economique et Monétaire (UEM) ont procédé à une baisse coordonnée de leur taux central. Cette réduction est intervenue plus rapidement qu'anticipé par les marchés financiers, mais elle fut

probablement en grande partie motivée par les premiers signes de ralentissement économique dans la zone euro et la faiblesse de l'inflation. Ce niveau de taux d'intérêt à court terme est celui qui prévaut au début de la troisième phase UEM puisque fin décembre, la BCE a fixé son principal taux de refinancement (REPO) à 3%. En l'absence de modification de ses taux directeurs, les taux d'intérêt à court terme sur les marchés monétaires dans la zone euro devraient se maintenir, sur l'ensemble de l'année 1999, au niveau du taux européen interbancaire de référence (Euribor) du mois de janvier, soit 3,1%.

La diminution des taux à long terme aux Etats-Unis et en Europe en 1998 a largement reflété l'instabilité et l'insécurité des marchés financiers internationaux. Au cours du dernier trimestre 1998, la situation financière internationale s'est stabilisée, comme en témoigne le ralentissement des flux de capitaux des économies émergentes et le redressement des cours boursiers. Néanmoins, malgré cette stabilisation, les taux européens ont poursuivi leur décline donant lieu à un élargissement de l'écart entre les taux d'intérêt américain et allemand à 10 ans et à un resserrement des différentiels intra-européens. Cette baisse des taux longs de la zone euro, qui se traduit par un aplatissement de la courbe des rendements, est donc également attribuable à des facteurs internes tels que la diminution des anticipations inflationnistes, l'amoindrissement des perspectives de croissance à court terme des économies européennes, la réduction des taux directeurs des pays participants à l'UEM et, sans doute, le renforcement de la crédibilité de la politique monétaire de la BCE.

La perspective d'une stabilisation des marchés financiers et des prix des matières premières ainsi que d'une accélération de la croissance européenne au second semestre 1999 devraient enrayer le mouvement de baisse des taux d'intérêt à long terme dans la zone euro. Le taux d'intérêt allemand à 10 ans pourrait se stabiliser à une moyenne annuelle d'environ 3,7%, tandis que l'écart par rapport aux taux belges devrait se réduire aux alentours de 10 points de base. Notons que dans l'UEM, les différentiels d'intérêt à long terme ne reflètent plus de risque de change, mais sont fonction de la liquidité des marchés et la solvabilité des émetteurs (qui, dans le cas d'un émetteur public, est fonction du taux d'endettement).

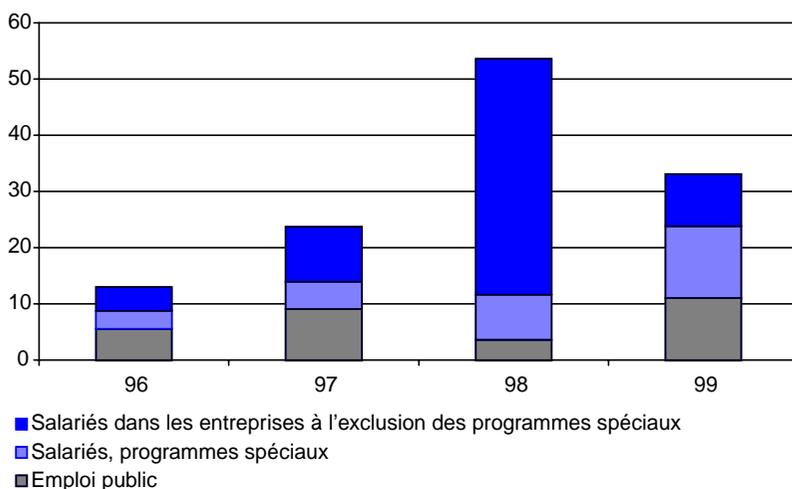
3. Le marché du travail

L'emploi total devrait augmenter en 1998 comme en 1999. Dans le Budget Economique de juillet dernier, cet accroissement était estimé à 91.000 personnes sur les deux années. Les estimations actuelles sont légèrement plus faibles (environ 87.000 personnes). La répartition de ces créations d'emplois entre les deux années a été modifiée: elles seraient de 54.000 pour 1998 et 33.000 pour 1999, par rapport à une estimation de 45.500 pour chacune de ces deux années dans le précédent Budget Economique. La croissance remarquablement forte de l'emploi total en 1998 reste concentrée sur les salariés des entreprises (50.000).

Pour 1999, les attentes sont toujours positives bien que moindres qu'en 1998. L'emploi total devrait augmenter de 33.000 unités dont 11.000 dans le secteur public et 22.000 unités dans les entreprises.

FIGURE 9

Variation annuelle (juin/juin) de l'emploi dans les entreprises et le secteur public

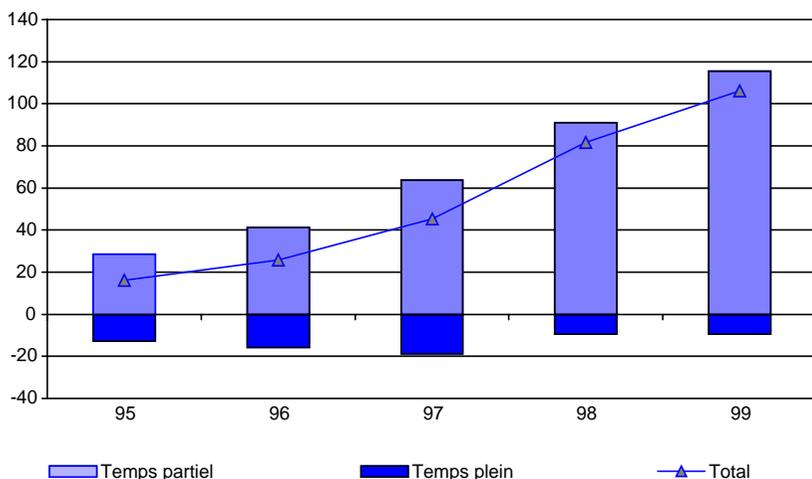


Source: MFET, BFP

L'augmentation de l'emploi dans les entreprises en 1999 (+22.000) est pour moitié imputable à trois programmes spéciaux mis en place par le pouvoir public: "les Agences Locales pour l'Emploi" (ALE); les "emplois-Smet" et le "Maribel Social". Le nombre total de personnes mises au travail dans ces programmes⁹ devrait passer de 15.400 en 1998 à 29.400 en 1999. En tenant compte d'un certain effet d'éviction des emplois à statut normal, la création nette d'emplois résultant de ces programmes s'élèverait à 11.500 unités en 1999.

L'emploi dans le secteur public augmenterait de 11.000 personnes en 1999. Environ la moitié de ces créations d'emplois serait due à une utilisation plus intensive des possibilités d'interruption de carrière à mi-temps (avec engagement compensatoire à 100%) et l'autre moitié à un intérêt croissant pour les programmes de transition professionnelle (c'est-à-dire les emplois subventionnés par les autorités locales)

FIGURE 10 Nombre de salariés dans les entreprises (variation cumulée depuis 1994)



Source: MfET, BfP

9. Pour le programme ALE, il s'agit uniquement des personnes qui ont travaillé un minimum de 180 heures sur une période de 6 mois.

Mi-1999, le nombre de salariés dans les entreprises serait supérieur d'un peu plus de 100.000 personnes (soit 4,8%) comparé au niveau de juin 1994. Notons que le nombre d'emplois à plein temps aurait très légèrement diminué durant cette période alors que le nombre d'emplois à temps partiel aurait augmenté de plus de 100.000 unités (voir figure...). Exprimé en équivalent temps plein, la croissance de l'emploi est restée limitée à 3,1%.

Depuis le Plan Global de novembre 1993, un objectif de réduction du taux de cotisation patronale a été poursuivi. Le tableau donne un détail des réductions de cotisations qui ont été accordées dans ce cadre.

Réduction des cotisations patronales depuis le Plan Global (mld de BEF)

| | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|
| Entreprises, dont: | 31.4 | 43.2 | 55.1 | 49.2 | 66.3 | 71.1 |
| Maribel Social | 0 | 0 | 0 | 0.5 | 3.1 | 8.6 |
| Secteur public | 3.3 | 5.0 | 4.9 | 5.3 | 6.3 | 6.5 |
| Total | 34.8 | 48.2 | 60.0 | 54.5 | 72.5 | 77.6 |

La réduction totale des cotisations employeurs en 1998 est estimée à 72 milliards dont 66 milliards dans le secteur des entreprises. En 1999, une réduction supplémentaire de 5 milliards devrait s'y rajouter. Pour le Maribel Social (réduction des cotisations en vue de nouveaux engagements dans le secteur socio-culturel et des soins de santé), l'abaissement est estimé 5,5 milliards. Le reste des réductions de cotisation devrait à peu près demeurer au même niveau.

La productivité du travail par heure effective devrait avoir progressé de 2,7% et 2,5% respectivement en 1997 et 1998. Ces taux de croissance, élevés par rapport à la tendance, sont sans aucun doute partiellement attribuable à la forte reprise économique de ces deux années. Pour 1999, la croissance de la productivité devrait être plus limitée: pour "l'emploi normal" elle devrait atteindre 1,9%. Mais en tenant compte des "programmes spéciaux" mentionnés précédemment, la productivité n'augmenterait que de 1,6%. Cette plus faible croissance en 1999, en comparaison à 1997-1998, s'explique par le fait que les employeurs considèrent la faiblesse conjoncturelle actuelle comme temporaire et ne sont donc pas enclins à réduire l'emploi.

L'accroissement tendanciel de la productivité est freiné par la progression modérée des salaires ainsi que par la diminution des cotisations employeurs.

FIGURE 11 Variation annuelle du chômage (en milliers)



Source: MfET., calculs Bureau fédéral du Plan

Le chômage (selon le concept du MfET) devrait diminuer de 55.000 personnes en termes cumulés en 1998 et 1999. Même en tenant compte de l'augmentation des chômeurs âgés, le nombre total de chômeurs (chômeurs âgés inclus) continue de baisser. D'après la définition standardisée d'Eurostat, le taux de chômage reculerait de 8,6% en 1998 à 8,2% en 1999.



Annexe

| | |
|-----------------|--|
| Tableau A. | Environnement international |
| Tableau B.1. | Demande agrégée à prix courants (mld BEF) |
| Tableau B.2. | Demande agrégée à prix constants (taux de croissance) |
| Tableau B.3. | Déflateurs de la demande agrégée (taux de croissance) |
| Tableau B.4. | Evolution de la masse salariale des entreprises et ses déterminants (moyennes annuelles) |
| Tableau B.5. | Indicateurs macroéconomiques |
| Tableau B.6. | Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin (en milliers) |
| Tableau B.6.bis | Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin - détail (en milliers) |
| Tableau B.7. | Revenu disponible des ménages (mld BEF) |
| Tableau B.8. | Revenu disponible réel des ménages (taux de croissance) |
| Tableau B.9. | Compte des entreprises (mld BEF) |
| Tableau B.10. | Opérations avec le reste du Monde |
| Tableau C. | Comparaison des chiffres clés pour l'économie belge selon les différentes sources |
| Tableau D. | Indicateurs de court terme de l'économie belge |

Tableau A. Environnement international (1)

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--|------|------|------|------|
| Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique | 4.5 | 8.8 | 6.4 | 4.6 |
| Demandes finales des partenaires en volume | 2.4 | 3.9 | 3.9 | 2.5 |
| Taux de change nominal effectif du BEF (2) | -2.0 | -4.3 | 0.8 | 0.5 |
| Taux de change de l'euro en dollar (niveau) | -. | -. | -. | 1.16 |
| Prix mondiaux | | | | |
| Biens hors énergie (en BEF) (3) | 1.6 | 4.6 | -0.5 | -0.1 |
| Energie (Brent: USD par baril) | 20.6 | 19.1 | 13.4 | 11.9 |
| Evolution du coût salarial dans l'ensemble de l'économie (en BEF) (4) | | | | |
| <i>7 partenaires commerciaux (5)</i> | | | | |
| Coûts salariaux par tête | 5.1 | 6.6 | 2.8 | 2.6 |
| Coûts salariaux par unité produite | 3.3 | 4.3 | 1.0 | 1.1 |
| <i>3 partenaires commerciaux (6)</i> | | | | |
| Coûts salariaux par tête | 3.3 | 2.5 | 2.4 | 2.9 |
| Coûts salariaux par unité produite | 1.5 | 0.1 | 0.3 | 1.4 |
| Taux d'intérêt allemands (niveau) | | | | |
| Court terme (3 mois) | 3.2 | 3.3 | 3.5 | -. |
| Long terme (10 ans) | 6.2 | 5.7 | 4.6 | 3.7 |
| Taux d'intérêt zone euro (niveau) | | | | |
| Court terme (EURIBOR à 3 mois) | -. | -. | -. | 3.1 |

(1) Taux de croissance, sauf indications contraires

(2) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation) du BEF.

(3) Taux de croissance pondéré des prix à l'exportation des biens (hors énergie) provenant de nos partenaires commerciaux

(4) Voir tableau B.4 pour l'application de la norme salariale à partir de 1997

(5) Allemagne, France, Pays-Bas, Royaume Unie, Italie, Etats Unis, Japon

(6) Allemagne, France, Pays-Bas

Tableau B.1. Demande agrégée à prix courants

| | mld BEF | | | | mld € |
|--------------------------------------|---------|--------|--------|--------|--------|
| | 96 | 97 | 98 | 99 | 99 |
| Consommation privée (1) | 5282.0 | 5488.0 | 5739.6 | 5937.3 | 147.18 |
| Consommation publique, dont | 1205.4 | 1251.6 | 1289.4 | 1326.1 | 32.87 |
| a. Achats de biens et services | 176.5 | 190.3 | 199.6 | 210.7 | 5.22 |
| b. Salaires, traitements et pensions | 1003.6 | 1035.6 | 1063.8 | 1089.1 | 27.00 |
| Formation brute de capital fixe | 1449.8 | 1539.9 | 1618.0 | 1699.1 | 42.12 |
| a. Investissements des entreprises | 924.2 | 966.3 | 1014.7 | 1060.5 | 26.29 |
| b. Investissements publics | 99.6 | 120.5 | 132.9 | 145.6 | 3.61 |
| c. Investissements en logements | 426.0 | 453.1 | 470.4 | 493.0 | 12.22 |
| Variations de stocks (1) | 21.5 | 2.8 | 31.0 | 33.0 | 0.82 |
| Emplois finals nationaux | 7958.7 | 8282.4 | 8678.0 | 8995.4 | 222.99 |
| Exportations | 5649.4 | 6326.4 | 6563.0 | 6701.8 | 166.13 |
| Importations | 5303.0 | 5933.3 | 6148.1 | 6326.3 | 156.83 |
| Produit Intérieur Brut | 8305.1 | 8675.5 | 9092.9 | 9370.9 | 232.30 |
| Produit National Brut | 8430.7 | 8816.6 | 9241.1 | 9524.4 | 236.10 |

(1) Données après ajustements statistiques

Tableau B.2. Demande agrégée à prix constants (taux de croissance)

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--------------------------------------|-------|------|------|------|
| Consommation privée (1) | 1.8 | 2.1 | 3.6 | 2.4 |
| Consommation publique, dont | 1.4 | 0.8 | 1.5 | 1.9 |
| a. Achats de biens et services | 0.1 | 5.7 | 4.6 | 4.8 |
| b. Salaires, traitements et pensions | 1.7 | 0.0 | 0.9 | 1.3 |
| Formation brute de capital fixe | 0.5 | 5.4 | 4.8 | 4.2 |
| a. Investissements des entreprises | 4.6 | 4.2 | 5.0 | 4.0 |
| b. Investissements publics | -14.9 | 19.2 | 9.2 | 8.5 |
| c. Investissements en logements | -4.0 | 4.9 | 3.2 | 3.4 |
| Variation de stocks (1)(2) | -0.2 | -0.3 | 0.7 | 0.0 |
| Emplois finals nationaux | 1.3 | 2.2 | 4.3 | 2.7 |
| Exportations | 2.2 | 7.1 | 3.2 | 3.0 |
| Importations | 2.2 | 6.3 | 5.1 | 4.0 |
| Exportations nettes (2) | 0.1 | 0.9 | -1.2 | -0.7 |
| Produit Intérieur Brut | 1.3 | 3.0 | 2.9 | 2.0 |
| Produit National Brut | 1.5 | 3.1 | 2.9 | 2.0 |

(1) Données après ajustements statistiques

(2) Contribution à la croissance du PIB

Tableau B.3. Déflateurs de la demande agrégée (taux de croissance)

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--------------------------------------|------|------|------|------|
| Consommation privée (1) | 2.3 | 1.8 | 1.0 | 1.0 |
| Consommation publique, dont | 0.6 | 3.0 | 1.5 | 1.0 |
| a. Achats de biens et services | 2.2 | 2.0 | 0.7 | 0.7 |
| b. Salaires, traitements et pensions | 0.3 | 3.2 | 1.8 | 1.1 |
| Formation brute de capital fixe | 0.9 | 0.8 | 0.2 | 0.8 |
| a. Investissements des entreprises | 0.7 | 0.3 | 0.0 | 0.5 |
| b. Investissements publics | 0.6 | 1.4 | 1.0 | 0.9 |
| c. Investissements en logements | 1.6 | 1.4 | 0.6 | 1.4 |
| Emplois finals nationaux | 1.8 | 1.8 | 0.4 | 0.9 |
| Exportations | 2.5 | 4.5 | 0.5 | -0.9 |
| Importations | 2.9 | 5.2 | -1.4 | -1.0 |
| Termes de l'échange | -0.4 | -0.7 | 1.9 | 0.2 |
| Produit Intérieur Brut | 1.6 | 1.4 | 1.9 | 1.1 |
| Produit National Brut | 1.6 | 1.4 | 1.9 | 1.1 |

(1) Données après ajustements statistiques

Tableau B.4. Evolution de la masse salariale des entreprises (1) et ses déterminants (moyennes annuelles)

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--|------|------|------|------|
| <i>Evaluation de la marge disponible prévue par la Loi</i> | | | | |
| a. Maximum du coût salarial | | | | |
| par heure effective, prévue par le gouvernement (2) | -- | 3.0 | 3.1 | 2.9 |
| b. Minimum | | | | |
| Indexation | -- | 1.5 | 1.3 | 1.1 |
| Augmentations barémiques | -- | 0.5 | 0.5 | 0.5 |
| Coût salarial par personne | -- | 2.0 | 1.8 | 1.6 |
| Coût salarial par équivalent temps plein | -- | 2.3 | 2.1 | 1.9 |
| Coût salarial par heure effective | -- | 1.9 | 2.1 | 1.9 |
| <i>Evolution estimée et prévue</i> | | | | |
| Coût salarial par heure effective | 1.8 | 2.2 | 2.6 | 2.4 |
| Coût salarial par personne | 1.2 | 2.2 | 2.3 | 2.1 |
| Salaire brut par heure effective | 2.0 | 2.4 | 3.0 | 2.6 |
| Salaire brut par personne | 1.4 | 2.5 | 2.7 | 2.2 |
| Indexation | 1.5 | 1.5 | 1.3 | 1.1 |
| Salaire brut par heure effective hors indexation | 0.5 | 0.9 | 1.6 | 1.5 |
| Salaire brut par personne hors indexation | -0.1 | 1.0 | 1.3 | 1.1 |
| Emploi (nombre d'heures) | -0.2 | 0.9 | 1.3 | 0.7 |
| Emploi (nombre de personnes) | 0.4 | 0.8 | 1.6 | 1.0 |
| Masse salariale y compris cotisations patronales (3) | 1.6 | 3.1 | 3.9 | 3.2 |
| Masse salariale hors cotisations patronales | 1.9 | 3.3 | 4.3 | 3.3 |
| <i>Autres indicateurs</i> | | | | |
| Inflation : indice traditionnel | 2.1 | 1.6 | 1.0 | 1.0 |
| Inflation : indice santé | 1.7 | 1.3 | 1.3 | 1.2 |
| Indexation rémunérations secteur public | 1.2 | 1.2 | 1.7 | 1.0 |
| Indexation des prestations sociales | 1.3 | 1.2 | 1.5 | 1.2 |
| <i>Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)</i> | | | | |
| Cotisations patronales (sensu lato) (3) | 39.0 | 38.7 | 38.2 | 38.0 |
| Cotisations patronales (sensu stricto) (4) | 30.2 | 30.4 | 29.7 | 29.5 |
| Cotisations des salariés (5) | 12.7 | 12.8 | 12.8 | 12.8 |

(1) A l'exclusion des domestiques

(2) La marge d'augmentation salariale de 5.9% déterminée par les partenaires sociaux se répartit comme suit : 2.9% en 1999 et 3% en 2000.

(3) Y compris les cotisations patronales fictives et extra-légales et les cotisations pour pensions de la Poste

(4) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale

(5) A l'exclusion des cotisations personnelles libres

Tableau B.5. Indicateurs macroéconomiques

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|---|------|------|------|------|
| Taux d'intérêt du marché | | | | |
| Certificats de trésorerie (3 mois) | 3.2 | 3.4 | 3.5 | 3.1 |
| Emprunts du secteur public (10 ans) | 6.5 | 5.8 | 4.7 | 3.8 |
| Secteur des entreprises (taux de croissance) | | | | |
| (1)(2) | | | | |
| Valeur ajoutée à prix constants | 0.4 | 3.7 | 3.7 | 2.3 |
| Emploi (nombre d'heures) | -0.1 | 1.0 | 1.2 | 0.7 |
| Productivité horaire | 0.4 | 2.7 | 2.5 | 1.6 |
| Economie globale (entreprises + Etat) (1) | | | | |
| Coût du travail par travailleur | 1.2 | 2.4 | 2.3 | 2.1 |
| Coût du travail par unité produite | 0.4 | 0.1 | 0.7 | 1.0 |
| <i>Coûts relatifs du travail par rapport aux 7 pays (3)</i> | | | | |
| par travailleur | -3.7 | -3.9 | -0.5 | -0.5 |
| par unité produite | -2.8 | -4.0 | -0.3 | -0.1 |
| <i>Coûts relatifs du travail par rapport aux 3 pays (3)</i> | | | | |
| par travailleur | -2.1 | -0.1 | 0.0 | -0.9 |
| par unité produite | -1.1 | 0.0 | 0.4 | -0.4 |
| Prix de vente unitaire dans le secteur marchand | 2.4 | 3.1 | 0.2 | -0.1 |
| (1) (4) | | | | |
| <i>Contribution à la variation du prix de vente unitaire:</i> | | | | |
| (a) Coût des importations | 1.3 | 2.3 | -0.6 | -0.5 |
| (b) Coûts d'origine intérieure = (b1)+(b2) | 0.4 | -0.2 | -0.1 | 0.3 |
| (b1) Coûts salariaux | 0.3 | 0.0 | 0.1 | 0.3 |
| (b2) Coût du capital | 0.1 | -0.2 | -0.2 | 0.0 |
| (c) Taux de profit | 0.4 | 0.6 | 0.8 | 0.0 |
| (d) Impôts indirects nets de subsides | 0.5 | 0.4 | 0.2 | 0.1 |
| (e) Effet structurel (5) | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 |
| <i>Pro memori:</i> | | | | |
| Taux d'utilisation des capacités | 79.9 | 82.0 | 81.8 | 80.6 |
| Variation du taux d'utilisation des capacités | -0.5 | 2.1 | -0.2 | -1.2 |
| Ecart de production | -2.0 | -0.8 | 0.2 | 0.1 |

(1) Moyennes annuelles, données hors ajustements statistiques

(2) Y compris les domestiques

(3) Un chiffre positif (négatif) indique une augmentation (une baisse) plus forte en Belgique

(4) Déflateur de la demande finale (secteur marchand)

(5) Effet dû aux variations du rapport entre les importations et la demande finale

Tableau B.6. Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin (en milliers)

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--|---------|---------|---------|---------|
| I. Population totale (II+III) | 10156.6 | 10181.2 | 10201.9 | 10220.7 |
| I.bis Population d'âge actif | 6703.2 | 6706.1 | 6707.4 | 6709.6 |
| II. Population inactive (concept MFET) | 5827.8 | 5835.1 | 5837.5 | 5843.0 |
| <i>dont: avec allocation ONEm</i> | 262.7 | 280.6 | 293.2 | 295.2 |
| III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI) | 4328.9 | 4346.1 | 4364.4 | 4377.7 |
| IV. Emploi intérieur | 3732.8 | 3754.9 | 3808.5 | 3841.6 |
| (a) Salariés (1) | 2378.7 | 2395.5 | 2445.5 | 2467.6 |
| (b) Indépendants | 703.7 | 699.9 | 699.9 | 699.9 |
| (c) Emploi public (2) | 650.4 | 659.5 | 663.1 | 674.1 |
| <i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEm</i> | 187.4 | 176.8 | 192.4 | 224.0 |
| <i>- avec allocation ONEm</i> | 71.6 | 87.7 | 106.9 | 131.2 |
| <i>- sans allocation ONEm</i> | 115.8 | 89.0 | 85.5 | 92.8 |
| V. Travailleurs frontaliers (solde) | 51.1 | 50.6 | 50.6 | 50.6 |
| VI. Chômage (concept MFET) | 544.9 | 540.6 | 505.3 | 485.4 |
| (a) Chômeurs complets indemnisés | 465.0 | 456.7 | 425.1 | 407.2 |
| (b) Autres chômeurs inscrits obligatoirement | 58.8 | 62.2 | 60.0 | 59.0 |
| (c) Demandeurs libres inoccupés | 21.0 | 21.6 | 20.2 | 19.2 |
| Taux de chômage (VI)/(III) | 12.6 | 12.4 | 11.6 | 11.1 |
| Taux d'activité (III)/(I.bis) | 64.6 | 64.8 | 65.1 | 65.2 |
| Taux d'emploi (IV+V/I.bis) | 56.5 | 56.7 | 57.5 | 58.0 |
| <i>Pro memori</i> | | | | |
| (d) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi | 95.1 | 113.8 | 131.2 | 136.4 |
| II.bis Population inactive à l'excl. de (d) | 5732.7 | 5721.4 | 5706.4 | 5706.6 |
| III.bis Population active y inclus (d) | 4424.0 | 4459.8 | 4495.6 | 4514.1 |
| VI.bis Chômage y inclus (d) | 640.0 | 654.3 | 636.4 | 621.8 |
| Taux de chômage (VI.bis/III.bis) | 14.5 | 14.7 | 14.2 | 13.8 |
| Taux de chômage (définition standardisée Eurostat) (3) | 9.8 | 9.3 | 8.6 | 8.2 |
| Taux d'activité (III.bis/I.bis) | 66.0 | 66.5 | 67.0 | 67.3 |

(1) Y compris ALE, PRI, PEP (cf. tableau B.6.bis)

(2) Y compris PTP (cf. tableau B.6.bis)

(3) En moyenne annuelle

**Tableau B.6.bis Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin - détail
(en milliers)**

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--|---------|---------|---------|---------|
| I. Population totale (II+III) | 10156.6 | 10181.2 | 10201.9 | 10220.7 |
| I.bis Population d'âge actif | 6703.2 | 6706.1 | 6707.4 | 6709.6 |
| II. Population inactive (concept MFET) | 5827.8 | 5835.1 | 5837.5 | 5843.0 |
| <i>dont: avec allocation ONEm = enregistré par l'ONEm:</i> | 262.7 | 280.6 | 293.2 | 295.2 |
| - chômeurs âgés non demandeurs d'emploi | 95.1 | 113.8 | 131.2 | 136.4 |
| - dispenses pour raisons sociales et familiales (1) | 5.5 | 7.5 | 8.5 | 8.7 |
| - dispenses pour reprise d'études (1) | 7.1 | 8.4 | 7.4 | 7.7 |
| - interruptions complètes de carrière (1) | 20.4 | 20.3 | 21.8 | 22.8 |
| - prépensions conventionnelles à temps plein (1) | 134.6 | 130.5 | 124.4 | 119.6 |
| III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI) | 4328.9 | 4346.1 | 4364.4 | 4377.7 |
| IV. Emploi intérieur | 3732.8 | 3754.9 | 3808.5 | 3841.6 |
| <i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEm (2):</i> | 187.4 | 176.8 | 192.4 | 224.0 |
| - avec allocation ONEm: | 71.6 | 87.7 | 106.9 | 131.1 |
| * temps partiel avec AGR (3) + invol. avec allocations (1) | 24.3 | 31.7 | 33.8 | 35.9 |
| * activation (ALE, PRI, PTP, PEP) (1)(4) | 3.2 | 7.9 | 14.9 | 27.9 |
| * interruptions partielles de carrière (1) | 31.5 | 36.0 | 46.3 | 55.2 |
| * prépensions à temps partiel (1) | 0.2 | 0.3 | 0.5 | 0.8 |
| * chômeurs complets en atelier protégé (1) | 1.0 | 0.9 | 0.9 | 0.8 |
| * chômeurs complets en formation professionnelle (1) | 11.5 | 10.9 | 10.5 | 10.5 |
| - sans allocation ONEm: | 115.8 | 89.0 | 85.5 | 92.8 |
| * temps partiel sans AGR (3) | 74.8 | 43.5 | 40.2 | 42.0 |
| * jeunes à temps partiel pendant stage | 3.3 | 3.3 | 3.5 | 3.5 |
| * demandeurs d'emploi libres occupés et autres | 37.7 | 42.2 | 41.8 | 47.3 |
| V. Travailleurs frontaliers (solde) | 51.1 | 50.6 | 50.6 | 50.6 |
| VI. Chômage (concept MFET) | 544.9 | 540.6 | 505.3 | 485.4 |
| (a) chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi | 465.0 | 456.7 | 425.1 | 407.2 |
| (b) autres inscrits obligatoirement | 58.8 | 62.2 | 60.0 | 59.0 |
| - jeunes en stage d'attente | 22.9 | 22.7 | 21.9 | 21.5 |
| - autres, dont: | 36.0 | 39.5 | 38.1 | 37.5 |
| * temps partiels volontaires indemnisés (1) | 25.3 | 27.9 | 26.7 | 27.1 |
| * bénéficiaires d'allocations de transition (1) | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.4 |
| (c) demandeurs d'emploi libres inoccupés | 21.0 | 21.6 | 20.2 | 19.2 |

(1) Définitions Infostat (concept paiements)

(2) Non compris le chômage temporaire

(3) AGR : allocation de garantie de revenu

(4) Emploi via une Agence Locale pour l'Emploi (ALE) - pour autant qu'un nombre suffisant d'heures soit presté -, via le Programme de Réinsertion (PRI), les Programmes de Transition, Professionnelle (PTP) ou sur base d'un contrat de Première Expérience Professionnelle (PEP)

Tableau B.7. Revenu disponible des ménages (mld BEF) (1)

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--|--------|--------|--------|--------|
| Revenu primaire brut | 6995.1 | 7207.0 | 7450.9 | 7650.0 |
| <i>a. Salaires</i> | 4364.0 | 4500.5 | 4655.9 | 4795.3 |
| Entreprises | 3252.7 | 3356.0 | 3484.2 | 3593.4 |
| Etat | 1003.6 | 1035.6 | 1063.8 | 1089.1 |
| Travailleurs frontaliers | 107.8 | 108.9 | 107.9 | 112.8 |
| <i>b. Excédent brut d'exploitation</i> | 1704.9 | 1761.7 | 1832.5 | 1892.5 |
| Revenus des indépendants | 851.8 | 878.5 | 907.5 | 922.0 |
| Loyers nets (perçus ou imputés) | 461.9 | 480.1 | 504.3 | 535.2 |
| Autres | 391.2 | 403.1 | 420.7 | 435.3 |
| <i>c. Revenu de la propriété (net)</i> | 926.1 | 944.9 | 962.5 | 962.2 |
| Intérêts reçus | 506.8 | 505.8 | 499.3 | 484.6 |
| Intérêts payés (-) | 201.6 | 204.0 | 216.1 | 224.6 |
| Dividendes | 558.2 | 576.1 | 608.2 | 627.5 |
| Autres | 62.7 | 67.0 | 71.1 | 74.7 |
| Cotisations de Sécurité sociale et impôts | 2876.5 | 2985.9 | 3067.4 | 3161.3 |
| <i>a. Cotisations sociales des employeurs</i> | 1146.8 | 1178.8 | 1213.5 | 1246.5 |
| <i>b. Cotisations sociales des salariés</i> | 378.8 | 390.4 | 405.6 | 417.8 |
| <i>c. Cotisations sociales des non-salariés</i> | 124.0 | 127.3 | 130.0 | 134.4 |
| <i>d. Impôts sur le revenu</i> | 1226.9 | 1289.4 | 1318.4 | 1362.6 |
| Transferts aux ménages (nets) | 2138.4 | 2217.6 | 2288.5 | 2363.3 |
| <i>dont: prestations sociales</i> | 2154.8 | 2204.6 | 2271.7 | 2339.2 |
| (a) Revenu brut disponible | 6256.9 | 6438.7 | 6672.0 | 6852.0 |
| <i>(b) Consommation privée</i> | 5282.0 | 5488.0 | 5739.6 | 5937.3 |
| <i>(c) Variations des réserves mathématiques de retraite</i> | 35.4 | 36.7 | 39.0 | 41.2 |
| (d) Epargne brute | 1010.3 | 987.3 | 971.4 | 955.9 |
| <i>Pro memori:</i> | | | | |
| Taux d'épargne (d)/(a+c) | 16.1 | 15.2 | 14.5 | 13.9 |
| variation | -1.7 | -0.8 | -0.8 | -0.6 |

(1) Données après ajustements statistiques

Tableau B.8. Revenu disponible réel des ménages (taux de croissance) (1)

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--|------|------|------|------|
| Revenu primaire brut | -0.5 | 1.2 | 2.4 | 1.6 |
| <i>a. Salaires, dont:</i> | -0.5 | 1.3 | 2.5 | 2.0 |
| Entreprises | -0.5 | 1.4 | 2.8 | 2.1 |
| Etat | -0.3 | 1.4 | 1.8 | 1.4 |
| <i>b. Excédent brut d'exploitation, dont:</i> | 1.0 | 1.5 | 3.0 | 2.2 |
| Revenus des indépendants | 2.9 | 1.3 | 2.3 | 0.6 |
| Loyers nets (perçus ou imputés) | 1.6 | 2.1 | 4.0 | 5.1 |
| <i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i> | -3.1 | 0.2 | 0.9 | -1.0 |
| Intérêts reçus | -7.0 | -2.0 | -2.2 | -3.9 |
| Intérêts payés (-) | -7.0 | -0.6 | 4.9 | 2.9 |
| Dividendes | -1.6 | 1.4 | 4.6 | 2.1 |
| Cotisations de Sécurité sociale et impôts | -0.3 | 2.0 | 1.8 | 2.0 |
| <i>a. Cotisations sociales des employeurs</i> | -0.6 | 1.0 | 2.0 | 1.7 |
| <i>b. Cotisations sociales des salariés</i> | -0.1 | 1.2 | 2.9 | 2.0 |
| <i>c. Cotisations sociales des non-salariés</i> | 0.5 | 0.9 | 1.2 | 2.3 |
| <i>d. Impôts sur le revenu</i> | -0.2 | 3.2 | 1.3 | 2.3 |
| Transferts aux ménages (nets) | 0.1 | 1.9 | 2.2 | 2.2 |
| <i>dont: prestations sociales</i> | 0.9 | 0.5 | 2.1 | 1.9 |
| Revenu brut disponible | -0.4 | 1.1 | 2.6 | 1.7 |

(1) Données après ajustements statistiques, déflatées par le prix de la consommation privée

Tableau B.9. Compte des entreprises (mld BEF)

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--|--------|--------|--------|--------|
| 1. Valeur ajoutée brute des entreprises au coût des facteurs | 4718.3 | 4917.3 | 5181.5 | 5335.4 |
| 2. Rémunération des salariés (-) | 3252.7 | 3356.0 | 3484.2 | 3593.4 |
| 3. Autres charges d'exploitation et charges exceptionnelles nettes (-) | 6.1 | 6.1 | 6.1 | 6.1 |
| 4. Excédent brut d'exploitation (1-2-3) | 1459.6 | 1555.2 | 1691.2 | 1735.9 |
| 5. Revenus de la propriété (+) (*) | -284.6 | -295.1 | -312.6 | -338.2 |
| 6. Revenu primaire brut (= 4+5) | 1174.9 | 1260.2 | 1378.6 | 1397.7 |
| 7. Transferts courants (+) (= 7.1+7.2+7.3+7.4) (*) | -220.9 | -259.5 | -314.1 | -326.9 |
| 7.1. Cotisations sociales reçues | 211.8 | 208.3 | 217.2 | 224.3 |
| 7.2. Impôts sur le revenu et le patrimoine | -265.9 | -305.8 | -363.3 | -378.5 |
| 7.3. Prestations sociales | -176.4 | -171.7 | -178.2 | -183.1 |
| 7.4. Autres transferts courants | 9.6 | 9.7 | 10.1 | 10.4 |
| 8. Revenu disponible brut (= 6+7) | 954.0 | 1000.7 | 1064.4 | 1070.8 |
| 9. Variation des réserves mathématiques de retraite (-) | 35.4 | 36.7 | 39.0 | 41.2 |
| 10. Epargne brute (= 8-9) | 918.6 | 964.0 | 1025.4 | 1029.6 |
| 11. Transferts en capital (+) (*) | 16.6 | 35.1 | 51.1 | 26.2 |
| 12. Formation brute de capital (-) | 858.4 | 877.4 | 949.3 | 992.8 |
| 13. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement (= 10+11-12) | 76.8 | 121.7 | 127.2 | 63.0 |

(*) Il s'agit de montants nets, c'est-à-dire de la différence entre ce qui est reçu d'autres secteurs et ce qui est versés à d'autres secteurs

Tableau B.10. Opérations avec le reste du Monde

| | 96 | 97 | 98 | 99 |
|--|--------|--------|--------|--------|
| 1. Solde biens et services | 346.4 | 393.1 | 414.9 | 375.5 |
| Solde opérations sur biens | 113.7 | 120.3 | 66.9 | 6.3 |
| Solde opérations sur services | 326.0 | 366.7 | 435.1 | 455.7 |
| Solde opérations sur tourisme | -93.3 | -93.9 | -87.2 | -86.6 |
| 2. Solde revenus | 125.6 | 141.1 | 148.2 | 153.5 |
| Solde revenus du travail | 107.8 | 108.9 | 107.9 | 112.8 |
| Solde revenus du capital | 17.8 | 32.2 | 40.3 | 40.7 |
| 3. Solde transferts | -137.2 | -134.8 | -142.7 | -148.5 |
| Solde transferts publics | -98.4 | -112.4 | -120.7 | -126.9 |
| dont opérations avec l'UE | -79.4 | -92.7 | -99.6 | -104.4 |
| Solde transferts privés | -38.8 | -22.4 | -22.0 | -21.7 |
| 4. Solde des opérations courantes (1+2+3) | 334.8 | 399.4 | 420.4 | 380.4 |
| 5. Solde des opérations en capital | 0.3 | 15.8 | 1.1 | -0.4 |
| 6. Capacité nette de financement de la nation (4+5) | 335.1 | 415.2 | 421.5 | 380.1 |
| en % du PIB | 4.0 | 4.8 | 4.6 | 4.1 |

Tableau C. Comparaison des chiffres clés pour l'économie belge selon les différentes sources

Variations en % en volume - sauf indications contraires

| | 98 | | | 99 | | |
|---|------|------|------|------|------|------|
| | [1] | [2] | [3] | [1] | [2] | [3] |
| Consommation privée | 3.6 | 3.0 | 2.8 | 2.4 | 2.2 | 2.1 |
| Consommation publique | 1.5 | 1.1 | 1.1 | 1.9 | 1.4 | 1.6 |
| Formation brute de capital fixe | 4.8 | 5.4 | 4.9 | 4.2 | 4.6 | 3.8 |
| Emplois finals nationaux | 4.3 | 3.2 | 3.2 | 2.7 | 2.6 | 2.5 |
| Exportations de biens et services | 3.2 | 5.3 | 6.1 | 3.0 | 4.4 | 5.3 |
| Importations de biens et services | 5.1 | 5.9 | 6.6 | 4.0 | 4.7 | 5.8 |
| Exportations nettes (contribution à la croissance) | -1.2 | -0.2 | -0.1 | -0.7 | 0.0 | -0.2 |
| Produit intérieur brut | 2.9 | 2.8 | 2.9 | 2.0 | 2.5 | 2.3 |
| Déflateur de la consommation privée | 1.0 | 1.1 | 1.0 | 1.0 | 1.4 | 1.2 |
| Revenu disponible réel des ménages | 2.6 | 2.4 | 2.4 | 1.7 | 2.3 | 1.7 |
| Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible) | 14.5 | 14.6 | 14.9 | 13.9 | 14.7 | 14.6 |
| Emploi intérieur (variation en milliers, situation au 30 juin) | 53.6 | 48.5 | 52.2 | 33.1 | 37.8 | 30.2 |
| Balance des opérations courantes (en % du PIB) | 4.7 | 5.1 | 5.7 | 4.2 | 5.1 | 5.6 |
| Taux d'intérêt à court terme (%) | 3.5 | 3.6 | 3.6 | 3.1 | 3.5 | 3.0 |
| Taux d'intérêt à long terme (%) | 4.7 | 4.8 | 4.8 | 3.8 | 4.7 | 4.2 |

(*) [1] et [2]: Belgique; [3]: UEBL

[1] *Budget Economique, février 1999*

[2] *Commission Européenne, Budgets économiques 1998-2000, Automne 1998*

[3] *OCDE, Perspectives Economiques No. 64, décembre 1998*

Tableau D. Indicateurs de court-terme de l'économie belge

| | | | | 97 | | | 98 | | |
|--|-------|-------|------|-------|-------|------|------|-------|-------|
| | 96 | 97 | 98 | Q3 | Q4 | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 |
| Enquêtes mensuelles de conjoncture | | | | | | | | | |
| Indicateur global (1) | -11.2 | -1.6 | -6.1 | 0.8 | 2.4 | -1.8 | -1.8 | -7.3 | -13.4 |
| Industrie manufacturière (1) | -13.3 | -0.3 | -8.8 | 2.9 | 3.8 | -3.4 | -3.5 | -10.5 | -17.8 |
| Construction (1) | -7.0 | -5.1 | -2.5 | -5.1 | -3.5 | -2.6 | -3.5 | -2.4 | -1.5 |
| Commerce (1) | -5.8 | -4.0 | 3.0 | -3.3 | 1.9 | 6.5 | 7.7 | 2.8 | -5.0 |
| Production industrielle | | | | | | | | | |
| Construction incl. (2) | -0.6 | 4.1 | -- | 6.4 | 4.3 | 6.8 | 2.9 | 2.8 | -- |
| Construction excl. (2) | 1.5 | 4.5 | -- | 6.9 | 4.7 | 5.8 | 3.7 | 3.2 | -- |
| Chiffre d'affaires d'après la TVA | | | | | | | | | |
| Entreprises industrielles (2) | 2.0 | 6.9 | -- | 8.5 | 8.6 | 8.3 | 5.2 | 1.9 | -- |
| Entreprises non-industrielles (2) | 6.1 | 10.9 | -- | 14.3 | 9.7 | 10.4 | 6.6 | 3.5 | -- |
| Total entreprises (2) | 4.5 | 9.3 | -- | 12.0 | 9.3 | 9.6 | 6.1 | 2.9 | -- |
| Consommation privée | | | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires d'après la TVA - commerce de détail (2) | 3.5 | 3.5 | -- | 6.1 | 3.6 | 5.6 | 7.1 | 5.1 | -- |
| Immatriculations de voitures neuves (2) | 7.8 | -5.7 | 8.3 | 1.7 | -0.4 | 5.1 | 10.0 | 8.4 | 11.0 |
| Baromètre de confiance des consommateurs (1) | -22.5 | -21.7 | -5.6 | -21.7 | -16.0 | -7.0 | -4.7 | -5.0 | -5.7 |
| Investissement | | | | | | | | | |
| Investissements d'après la TVA | | | | | | | | | |
| Entreprises industrielles (2) | 9.3 | 1.7 | -- | -2.8 | 8.0 | 5.0 | 3.6 | 9.6 | -- |
| Entreprises non-industrielles (2) | 3.1 | 11.2 | -- | 7.2 | 8.7 | 9.8 | -6.3 | 14.2 | -- |
| Total entreprises (2) | 5.5 | 7.4 | -- | 3.1 | 8.5 | 7.9 | -2.8 | 12.4 | -- |
| Taux d'utilisation des capacités de production (%) | 79.9 | 81.9 | 81.8 | 83.2 | 81.9 | 82.6 | 83.5 | 82.5 | 78.7 |

(1) Données qualitatives

(2) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente

Indicateurs de court-terme de l'économie belge (suite)

| | 96 | 97 | 98 | 97 | | 98 | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | | | | Q3 | Q4 | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 |
| Marché du travail | | | | | | | | | |
| Chômage incl. chômeurs âgés (1) | 588.3 | 570.0 | 541.0 | 598.1 | 568.7 | 551.8 | 514.5 | 569.1 | 528.9 |
| Chômage excl. chômeurs âgés (1) | 679.9 | 683.9 | 671.5 | 714.1 | 688.6 | 674.8 | 644.5 | 701.9 | 664.7 |
| Taux de chômage - Eurostat (2) | 9.7 | 9.2 | 8.8 | 9.2 | 9.1 | 9.0 | 8.9 | 8.8 | 8.5 |
| Prix | | | | | | | | | |
| Indice traditionnel (3) | 2.1 | 1.6 | 1.0 | 1.8 | 1.3 | 0.7 | 1.7 | 0.8 | 0.7 |
| Indice santé (3) | 1.7 | 1.3 | 1.3 | 1.4 | 1.2 | 1.0 | 2.0 | 1.1 | 1.0 |
| Pétrole (brent, en USD) | 20.4 | 19.1 | 12.9 | 18.3 | 18.7 | 14.3 | 13.3 | 12.5 | 11.4 |
| Taux d'intérêt et de changes | | | | | | | | | |
| Taux des certificats du trésor (3 m.) | 3.2 | 3.4 | 3.5 | 3.5 | 3.7 | 3.6 | 3.7 | 3.5 | 3.4 |
| Taux à LT des obligations d'état (10 ans) | 6.5 | 5.8 | 4.8 | 5.7 | 5.6 | 5.1 | 5.0 | 4.6 | 4.2 |
| Différentiel de taux avec l'Allemagne - CT (4) | 0 | 18 | 8 | 36 | 13 | 9 | 14 | 8 | -1 |
| Différentiel de taux avec l'Allemagne - LT (4) | 27 | 10 | 18 | 9 | 12 | 12 | 14 | 25 | 23 |
| Taux de change effectif BEF (16 monnaies) (3) | -2.0 | -4.2 | 0.0 | -5.3 | -3.5 | -2.4 | -0.8 | 1.6 | 1.5 |
| Commerce extérieur | | | | | | | | | |
| <i>Balance des paiements Belgique (base transactions)</i> | | | | | | | | | |
| Solde de la balance des biens (5) | 323 | 341 | -- | 98 | 76 | 77 | 107 | 87 | -- |
| Solde de la balance courante (5) | 350 | 409 | -- | 94 | 127 | 81 | 94 | 84 | -- |
| <i>Enquête de conjoncture - industrie manufacturière</i> | | | | | | | | | |
| Evolution des commandes à l'exportation (6) | -2.1 | 8.6 | -10.0 | 14.0 | 10.3 | -4.3 | -7.0 | -8.7 | -20.0 |

(1) Niveau moyen non-désaisonnalisé en milliers

(2) Désaisonnalisé, en pour-cent de la population active

(3) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente

(4) Niveau en points de base

(5) Niveau en mid. BEF

(6) Données qualitatives